

Les cafés de la statistique

"La statistique éclaire-t-elle les questions de société" ?

Soirée du jeudi 14 décembre 2017

L'économie du sport

Des transferts de joueurs à des montants donnant le vertige... Des droits de télévision qui font l'objet de surenchères entre les chaînes... Des milliards d'euros estimés pour les retombées économiques de l'organisation de grands événements sportifs ...

Quel est le poids réel du sport dans l'économie nationale ? Comment est-il mesuré et peut-on construire un « compte satellite » du sport ?

Comment estime-t-on, a priori et a posteriori, l'impact d'un grand événement sportif ?

Quel est le poids économique d'activités telles que les paris sportifs ou les ventes de produits dérivés ?

*Invité : **Wladimir ANDREFF**, Professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Président du conseil scientifique de l'Observatoire de l'économie du sport .*

Wladimir Andreff souligne que le terme « économie du sport » recouvre en langue française simultanément la réalité économique du secteur sport¹ et l'analyse économique du sport².

Sa présentation porte sur 2 points

- 1) Le poids économique du secteur sport
- 2) Ce que l'activité dans le secteur sport apporte à l'économie = analyse de l'impact illustrée par des grands événements sportifs internationaux, l'Euro 2016 et les JO2024.

PJ : 4 tableaux

Le poids économique du sport

Il s'agit d'estimer le poids économique de la filière sport, à comparer à d'autres secteurs³. Depuis 2000, le ministère des sports publie annuellement un compte économique du sport (tableau 1 en pj) qui s'appuie sur le concept de la dépense intérieure sportive : celle-ci est passée de 25 milliards d'euros en 2000 à 37 milliards en 2014. Contribuent à cette dépense les administrations pour 45%, les ménages pour 45% et les entreprises pour 10%. Les collectivités locales constituent les 3/4 des dépenses des administrations.

Sur la période 2010/2014, le ratio Dépense intérieure / PIB tourne autour de 1,8%... et le secteur sport semble avoir mieux supporté la crise de 2008 que d'autres.

Méthodologie française/ Compte satellite en Europe

Cette solution française diffère de ce qui a été décidé au niveau européen, à savoir l'élaboration d'un compte satellite du sport, lancée en 2006 sous présidence autrichienne. Une définition commune du sport a été prise en référence à la NACE (nomenclature européenne d'activités) à Vilnius.

¹ La réalité économique du secteur sport a été institutionnalisée par Emmanuel Macron, alors ministre des finances, qui a mis en place le comité stratégique de la filière sport consacré aux équipements et événements sportifs en avril 2015.

² Voir le manuel de Wladimir Andreff sur l'économie mondialisée du sport (2012)

³ Les premiers travaux sur l'élaboration d'un compte satellite du sport ont démarré en 1977, avec la thèse de Chantal Malenfant-Dauriac, sous la direction d'André Piatier. Les résultats portaient sur l'année 1971 : le secteur sport représente 0,5% du PIB, tandis que les dépenses de consommation des ménages en sport constituent 0,8% de la consommation totale.

La définition peut être plus ou moins large selon qu'on se contente d'ajouter des produits d'amont du secteur sport ou qu'on prenne aussi des produits d'aval, dont le secteur sport constitue un output. Très peu de pays européens ont fait l'effort d'élaborer ce compte satellite, dont la variabilité des résultats autrichiens est surprenante (tableau 2 en pj)

La méthode française s'avère simple, rapidement disponible, produit des séries continues. Elle est donc appréciée des décideurs, mais n'est pas tout à fait convenable statistiquement, puisque c'est la valeur ajoutée du secteur qui doit être rapportée au PIB. A contrario l'élaboration d'un compte satellite est longue (5 ans) et coûteuse, aussi y a-t-il peu de chances que nombre de pays européens adoptent ce dispositif européen. La création de l'Observatoire de l'Economie du sport a conduit à mettre en place un tableau de bord qui récapitule une soixantaine d'indicateurs regroupés par thèmes.

L'Impact économique des GESI (grands évènements sportifs internationaux)

Avant chaque grand évènement sportif (JO 2024, Euro2016), on essaie d'estimer la valeur ajoutée nette apportée au territoire. Et très souvent les études ex ante affichent des résultats 2 fois supérieurs à ce que fournissent les évaluations ex post.

En théorie, l'estimation se base sur l'injection initiale (dans le cas des JO 2024 1,5 milliards apportés par le CIO), et on estime les effets directs, indirects et les effets induits sur le territoire concerné.

Tout dépend du choix fait sur l'injection initiale et sur la valeur du multiplicateur. Le modèle MESANGE⁴ a été utilisé dans l'étude d'impact de l'Euro 2016 : le multiplicateur est fixé à 1,6 la première année jusqu'à 1,2 au bout de 7 ans.

Les études d'impact souffrent de biais méthodologiques : le multiplicateur est souvent supérieur à 2, la définition du territoire n'est pas bonne, on trouve des double comptes : les revenus des uns sont les dépenses des autres, on ignore les effets de substitution et d'éviction (le tourisme a baissé en Grèce durant les JO d'Athènes)

Aussi Wladimir Andreff marque-t-il sa préférence pour la méthode avantages/coûts : l'analyse économique d'un évènement sportif doit tenir compte de ses avantages (revenus marchands et externalités positives), diminués de ses coûts (dépenses et externalités négatives). Avec cette méthode utilisée pour l'Euro 2016, l'étude ex ante réalisée pour l'UEFA affichait un impact de 1,266 milliards d'euros et l'étude ex post 1,222 milliards, soit une surestimation d'à peine 4%.

Débat

Le débat a porté principalement sur ce second thème

Les études d'impact : Qui sont les commanditaires? Sur combien d'années doivent-elles porter ? Et quelle mesure de l'impact autre qu'économique ?

Les commanditaires des études ex ante sont les organisateurs des GESI ou les politiques, lesquels ne demandent pas en général d'étude ex post. Les appels d'offres portent seulement sur l'aspect économique, parfois social.

En plus de l'impact économique, il reste un héritage tangible (les équipements sportifs, des espaces verts), et un héritage intangible (les résidents du 93 mieux insérés et plus heureux). Un effet « bonheur » sur 12 mois pour les Londoniens a été mesuré (En 2012 par comparaison aux Parisiens et aux Berlinoises qui n'ont pas obtenu les JO).

Faire une étude sur le bilan carbone des JO nécessiterait des moyens.

Tirer un vrai bilan d'un GESI demanderait environ 25 ans pour tenir compte de la durée de vie des équipements.

Les GESI sur site fixe ou sur site variable ?

Il faut noter une grande différence entre des évènements sportifs tels que le tournoi de Roland Garros sur site fixe et les évènements sur site variable tels que les JO qui sont attribués par enchères. C'est la malédiction du gagnant (« winners'curse ») : celui qui l'emporte est celui qui s'est montré le plus optimiste, mais il est aussi celui qui va perdre de l'argent.

Cette mise aux enchères de l'évènement constitue une cause importante de dépassement des coûts.

⁴ MESANGE :Modèle Économétrique de Simulation et d'ANalyse Générale de l'Économie.

Quels moyens pour éviter le dépassement des coûts ?

Il faudrait changer ce mode d'allocation des JO, et supprimer l'allocation par enchères.

On peut aussi imaginer se limiter aux seules villes qui ont déjà organisé les JO...

Il faudrait limiter les coûts d'organisation et de fonctionnement, et ne pas rajouter sous la pression des politiques des infrastructures non sportives.

Le lien entre sport et santé ? Les dérives du sport ?

Une étude a été publiée en 2006 mais la relation entre sport et santé est mal cernée : A coté du sport sur ordonnance (prévention), il est difficile d'évaluer l'impact négatif du sport (accident, surmortalité). Et notamment le dopage qui menace l'existence du sport.

L'autre dérive jugée plus grave est celle des paris sportifs sur les matchs truqués (environ 700 matchs truqués par an).

Pour lutter contre ces dérives, Wladimir Andreff propose la médiatisation, la transparence et la révision de la gouvernance du sport.

Café de la Statistique - Tableaux

Table 1: Economic accounting of the sport domestic expenditure and employment, France 2000-2014

(current € billion and %, employment in thousands)

Sports industry assessed by:	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Comptes révisés INJEP			
									2011	2012	2013	2014
Sport Domestic Expenditure (SDE)	24.6	31.9	33.1	33.8	33.7	34.3	36.0	36.5	34.3	34.8	36.8	37.0
SDE annual rate of growth	5.6%	4,8%	4.0%	2.6%	0,0%	1.7%	5.0%	1.4%	4.9%	1.5%	4.5%	0.4%
of which:												
Enterprise Sport Expenditure	1.7	3.2	3.2	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	1.8	1.8	2.0	2.1
Public Sport Expenditure *	10.3	13.7	14.4	14.9	15.1	15.1	16.2	16.8	16.2	16.8	18.2	17.5
Household Sport Expenditure (HSE)	12.5	15.0	15.5	15.7	15.3	16.0	16.5	16.3	16.3	16.2	16.6	17.4
HSE annual rate of growth	4.2%	3.4%	3.3%	1.3%	-2.5%	4.6%	3.1%	-1.2%	2.5%	0%	2.5%	4.8%
SDE / GDP	1.7%	1.7%	1.7%	1.7%	1.7%	1.7%	1.8%	1.7%	1.7	1.6	1.8	1.7
Employment in sporting activities **	93	96	101	103	106	108	108	111	108	111	116	121
Upstream activities (sport goods)	100 ***	72	73	77	74	74	72	73	72	73	73	74
Total employment in the sports economy	n.s.	168	174	180	180	182	180	184	180	184	189	195

* Government and Local authorities SDE.

** French nomenclature NAF 92.6A corresponding to the EU's NACE 92.6.

*** Rough estimate.

Source: Stat Info, n° 15-01, février 2015 and previous issues and 2017 updates (French Ministry of Sports)

Table 2: National sport satellite accounts published (or unpublished) by the EU

Country	Report year	Published in	Gross value added		Household consumption		Employment	
			EUR bn.	% of total	EUR bn.	% of total	thousands	% of total
Austria	2005	2010	10.7	4.9	4.9	3.6	242	6.4
Cyprus	2004	2010	0.3	2.4	0.3	3.7	7.6	2.2
Germany	2008	2013	73.1	3.3	89.1	6.6	1,766	4.4
Lithuania	2008	2014	865 μ	0.8	n.a.	1.2	18	1.2
Netherlands	2006	2012	4.7	1.0	6.8	2.7	130	1.5
Poland	2006	2011	5.3	2.0	3.5	1.2	225	1.5
United Kingdom *	2006	2010	36.6	2.3	32.0	3.0	630	2.5
Portugal	2010-12	2016	1.8	1.1	1.9	1.7	63	1.4
Czech Republic**	2010	2012	10.0***	0.3	n.a.	1.1	25	0.5
Switzerland	2008	2011	9.1	1.7	n.a.	n.a.	89	2.5

* Data for the 2008 update.

** Preliminary results for 2004-2010, not explicit WG methodology (Vltavska, Sixta, 2012).

*** In billion Czech

crowns.

μ in million litas.

Source: EU Commission (2013) and the author's updates.

Tableau 9: Etude d'impact économique et social ex ante de l'UEFA Euro 2016
(millions €)

Impact économique total	1266	Poids économique total	2800
Impact Organisation	478	Dépenses Organisation	835
Impact Spectateurs stades	593	Dépenses Spectateurs stades	842
Impact Spectateurs fan-zones	195	Dépenses Spectateurs fan-zones	352
		Investissement stades Euro	775
Emplois Construction stades	20000	Nombre de spectateurs stades	2387500
Emplois Organisation	94000	Nombre spectateurs fan-zones	6500000
ETP créés par l'impact	26000		
Emplois bénévoles	6000	Recettes fiscales additionnelles	180
Impact économique territorial			
Bordeaux	126	Lens	71
Lille	151	Lyon	166
Marseille	181	Nice	81
Paris	161	Saint-Denis	221
Saint-Etienne	77	Toulouse	66

Source: CDES (2014).

Tableau 11: Impact économique ex post de l'Euro 2016

(millions €)

Impact économique total	1221,8
Injection nette Organisation	476,8
Injection nette Tourisme	500,6
Multiplicateur keynésien	1,25
Emplois (ETP) créés	102600
Recettes fiscales additionnelles	74

Source: CDES & Kénéo (2016).

Tableau 8: Etude d'impact économique ex ante des Jeux Olympiques Paris 2024

(millions €)

De 2017 à 2034	Scénario haut	Scénario central	Scénario bas
Impact économique total	10730	8144	5277
Emploi (ETP) total	246913	188590	119303
Impact Construction	1809	1336	970
Emplois (ETP) Construction	40171	29668	21540
Impact Organisation	5394	3968	2871
Emplois (ETP) Organisation	108613	79879	57810
Impact Tourisme	3527	2841	1436
Emplois (ETP) Tourisme	98129	79043	39953
Multiplicateur keynésien	2.0	1.5	1.1
Taux d'inflation	1.0	1,3	1,5
Autres chiffrages:			
Contribution du CIO		1500	
Recettes fiscales additionnelles		340	
Billets en vente		1200000	
Télespectateurs		3500000	

Source: CDES (2016).